

## Bruxelles va décaisser 212 millions d'euros en faveur du Burundi

PANA, 26/10/2009 Bujumbura, Burundi - La Belgique a accepté de décaisser un montant global de 212 millions d'euros dans les deux prochaines années pour aider le Burundi à développer certains secteurs socio-économiques prioritaires, a annoncé, dimanche soir, le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, de retour d'une visite de travail de quatre jours à Bruxelles. Un accord de coopération a été officiellement signé dans ce sens avec la partie belge et prévoit qu'un montant de 150 millions d'euros aille aux secteurs de l'Education, la Santé et l'Agriculture, a précisé le président Nkurunziza. L'accord prévoit également de réserver 10 millions d'euros pour aider le Burundi à mieux intégrer son intégration à la Communauté est-africaine (CEA) de libre échange, a encore précisé le président Nkurunziza. Concernant toujours l'intégration régionale, le Burundi va profiter de l'aide globale de la Belgique pour dégager un montant de 2 millions pour cotiser à la Communauté économique des pays des Grands lacs (CEPGL), d'après la même source. La Belgique compte enfin décaisser un montant de 50 millions d'euros, mais après les élections générales de 2010, a dit le chef de l'Etat burundais. « C'est la toute première fois qu'on signe pour des montants aussi élevés au niveau de la coopération bilatérale », a loué le président Nkurunziza, l'ancienne puissance colonisatrice du Burundi. La Belgique ne veut pas s'arrêter en si bon chemin et aurait encore promis d'être l'avocat le plus fidèle lors de la conférence des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux du Burundi, prévue prochainement à Paris, en France, d'après la même source.